

PREFECTURE DE LA REGION CENTRE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement Centre

Parçay-Meslay, le

6 04 2010

Unité Territoriale d'Indre-et-Loire

Monsieur le Directeur Régional de
l'Environnement, de l'Aménagement, et du
Logement

Référence : GC/LSNEX ~~RAPPORT~~

à

Affaire suivie par :

gregory.cathelin@developpement-durable.gouv.fr

Tél. 02 47 46 49 22 – Fax : 02 47 44 63 89

Vérifié par :

Monsieur le Préfet d'Indre-et-Loire
Bureau de l'Environnement et de l'Urbanisme
37925 TOURS Cedex 9

Objet : - Installations Classées - demande d'autorisation d'exploiter une carrière en date du 25 novembre 2006 de la société SABLIERE PLOUX Frères ;
- Ouverture d'une carrière de sables et graviers au lieu-dit « Les Varennes » sur la commune de VOUVRAY.

REF : Votre transmission en date du 17 janvier 2007

P.J. : 1 (projet d'arrêté préfectoral d'autorisation)

RAPPORT DE L'INSPECTEUR DES INSTALLATIONS CLASSEES

Par lettre en date du 25 novembre 2006, Monsieur ~~Jean PLOUX~~, agissant en qualité de gérant de la société SABLIERE PLOUX Frères, dont le siège social est actuellement situé au lieu-dit « Les Bordes » - 962 route d'Amboise - 37210 NOIZAY, sollicite l'autorisation d'exploiter une carrière de sables et graviers sur les parcelles cadastrées section ZM n° 2, 3, 4, 6 et ZN n° 13, 14, 15, 16, 17, 19, au lieu-dit « Les Varennes », sur la commune de VOUVRAY.

A cet effet, un dossier, auquel ont été annexées notamment une étude d'impact et une étude de dangers, a été réceptionné le 17 janvier 2007, complété le 6 février 2008, avant d'être reconnu recevable par le service d'inspection le 6 août 2008.

I. OBJET DE LA DEMANDE

I.1 Nature et volume des activités

Rubrique de la nomenclature	Libellé	Production maximale	Régime	Rayon d'affichage
2510.1	Exploitation de Carrières	130 000 t/an	A	3 km

I.2 Description du projet et historique

La société SABLIERE PLOUX Frères participe depuis 1964 à la production de granulats sur le secteur Tours-Amboise, employant 25 personnes. Aujourd'hui, pour continuer à vivre et à approvisionner les entreprises des communes environnantes dans le domaine du bâtiment et des travaux publics, elle se voit dans l'obligation de solliciter une autorisation d'ouverture de carrière de sables et graviers, sur les parcelles cadastrées section ZM n° 2, 3, 4, 6 et ZN n° 13, 14, 15, 16, 17, 19, au lieu-dit « Les Varennes », sur la commune de VOUVRAY.

Il convient de rappeler que la société SABLIERE PLOUX Frères a déjà bénéficié de plusieurs autorisations d'exploitation de carrière, notamment :

- sur la commune de VOUVRAY (37), au lieu-dit « La Frillière », au travers de deux arrêtés en date de février 1986 pour l'un, en date de mai 2001 pour l'autre, respectivement pour des durées de 15 et 10 ans ;
- sur la commune de NOIZAY (37), au lieu-dit « L'Ile Perchette », au travers de deux arrêtés en date d'octobre 1993 pour l'un, en date de novembre 1996 pour l'autre, respectivement pour des durées de 12 et 9 ans ;
- sur la commune de COURBOUZON et SAINT-LAURENT-NOUAN (41), au travers d'un arrêté en date de septembre 1993, pour une durée de 27 ans.

L'emprise des parcelles concernées par l'exploitation envisagée couvre une superficie globale d'14 ha 79 a 10 ca, dont 11 ha 18 a 50 ca de surface exploitable.

Toutes les surfaces sont situées en plaine alluviale à l'Est du bourg de VOUVRAY, au Nord de La Loire et au Sud de La Cisse.

L'accès à la voirie publique se fera le chemin rural 58 permettant de rejoindre le site de « La Frillière » déjà exploité par la société SABLIERE PLOUX Frères par un passage inférieur existant sous la voie ferrée, avant de rejoindre la route nationale 152.

Le gisement de sables et graviers affleure sur les parcelles concernées et dans les environs immédiats sur une épaisseur de 5,5 à 6 mètres. Pour les parcelles concernées, le pétitionnaire prévoit de valoriser la totalité du gisement. Jusqu'à la cote minimale de 45,75 m NGF qui lui est imposée à l'article 3.4.4 du projet d'arrêté.

Le volume exploitable a été estimé à 637000 m³. Ceci représente environ 1 019 000 tonnes de matériaux, soit un tonnage moyen annuel d'environ 120 000 tonnes. La production annuelle maximale est fixée à 130 000 tonnes. La durée de l'autorisation sollicitée est de 10 ans, découpée en deux phases quinquennales, chaque période d'un an faisant l'objet d'une remise en état coordonnée l'année de son exploitation. Le gisement est constitué par des sables et graviers alluvionnaires récents de la Loire.

Par ailleurs la commune de VOUVRAY bénéficie d'un plan local d'urbanisme, d'après lequel les parcelles concernées par le projet sont classées en zone Nivc au sein desquelles est notamment autorisée

l'extraction de matériaux. Le site et son proche environnement ne font par ailleurs l'objet d'aucune servitude au titre du code de la Santé Publique (périmètre de protection des eaux potables). Il convient seulement de noter la présence d'une ligne basse tension qui traverse le site, imposant la conservation d'un poteau électrique implanté sur le site selon les prescriptions prévues à l'article 3.3 du projet d'arrêté, à savoir en conservant un chemin d'accès de 5 m de large sans exploiter le gisement sur un rayon de 5 m autour de ce poteau.

II. PRESENTATION DE L'EXPLOITATION

II.1. Environnement de l'exploitation

II.1.a. Topographie des lieux et occupation des sols

Le projet est situé en contrebas du coteau (plateau : 105 m NGF), dans le Val marqué par la rivière La Cisse au Nord et le fleuve Loire au Sud, en zone inondable, au droit d'une plaine céréalière, au lieu-dit « Les varennnes », à 52 m NGF, à la limite des territoires des communes de VOUVRAY et de VERNOU-SUR-BRENNES.

Le paysage est de type rural. Les cultures céréalières représentent l'essentiel de l'occupation des sols auprès du projet, mais l'environnement plus éloigné comporte quelques zones boisées arborescentes le long de la route nationale 152 et de la voie ferrée, une peupleraie au Nord, et une petite sapinière à l'entrée du site, alors que les coteaux abritent quelques maisons troglodytiques

II.1.b. Patrimoine naturel, faune et flore

Les terrains concernés par la demande sont cultivés en totalité. De ce fait, la faune et la flore étudiée par l'exploitant encadrent le projet, les relevés les plus récents ayant été faits en août 2009.

Il en résulte pour la flore qu'aucune espèce végétale protégée, rare, ou déterminante Znieff n'a été observée. Par ailleurs, aucun milieu déterminant Znieff n'est présent sur le site. La flore du site est peu diversifiée et composée essentiellement d'espèces très banales, largement présente dans la région.

En revanche, la diversité des milieux présents aux abords du site favorise une faune diversifiée, notamment la faune liée au milieu aquatique. Mais le site projeté ne révèle en revanche aucun intérêt particulier avant son exploitation et l'aménagement de deux plans d'eau.

II.1.c. Patrimoine archéologique

Il n'existe aucune donnée archéologique sur les parcelles concernées. L'exploitation voisine et les décapages réalisés n'ont permis aucune découvertes archéologiques.

II.1.d. Habitat

La zone extractive projetée se trouve en milieu rural, cependant, on y trouve :

- à 1 km, direction Ouest, une habitation au lieu-dit « La Grenouillère » ;
- à 700 m direction Ouest-Sud-Ouest, une habitation au lieu-dit « La Frillière », près de la voie SNCF ;
- deux autres habitations bordent la voie ferrée, sur la route nationale 152 ;
- à 23 m, au plus près, une dernière habitation au lieu-dit « La Varenne » ;
- le golf de la Cisse à 250 m.

II.1.e. Géologie

Le projet est dominé par des plateaux couverts d'argiles à silex, situé dans une plaine entaillée par les rivières Loire et Cisse à l'origine des dépôts alluvionnaires, situé 53 m NGF au-dessus du contact Turonien-

Cénomaniens. Des sondages ont permis de mettre en évidence la quasi continuité d'une formation alluviale affleurante d'une épaisseur d'environ 6 m, constituée d'une couche de sables fins localement chargée en argiles, surmontant des sables grossiers et graviers, plus propres, l'ensemble reposant sur la craie turonienne.

II.1.f. Hydrologie et hydrogéologie

Le projet de carrière se situe sur la partie aval du Val de Cisse, rive gauche, à 150 m du lit mineur de cette dernière, elle-même située rive droite de la Loire dans laquelle elle se jette au niveau de la commune de VOUVRAY. L'extraction projetée se trouvant en zone inondable, l'étude réalisée a permis de caractériser les phénomènes de crue existants. L'inondation du site réaménagé a notamment été mise en évidence dans le cas d'une crue centennale de la Loire par remous depuis la confluence Cisse-Loire. Le projet possède cependant un impact nul sur les mécanismes d'inondation des crues de la Cisse.

Afin de gérer au mieux une crue forte de la Loire (type centennale), d'éviter l'érosion par submersion des berges des bassins créés lors de la remise en état coordonnée du site, et faciliter leur vidange, l'étude HYDRATEC (visée au point III.4) a déterminé que deux buses devront être aménagées, reliant, pour l'une, le bassin Nord à la zone de dépression du lit majeur de la Cisse, pour l'autre, le bassin Nord au bassin Sud.

L'étude a également permis de réaliser une cartographie piézométrique de la nappe en août 2009 sur la base de relevés de niveaux d'eau effectués sur les puits, forages, plans d'eau et lignes d'eau de la Cisse et de la Loire, le sens d'écoulement de la nappe se révélant à géométrie rayonnante au droit de l'implantation du projet alors qu'il est Est-Ouest à une distance plus éloignée. La nappe est par ailleurs présente à une altitude de 47,25 m NGF.

Comme mentionné précédemment, le projet n'est par ailleurs inscrit dans aucun périmètre de protection de captage d'eau potable.

II.2. Exploitation

II.2.a. Caractéristiques du gisement

Les matériaux extraits sont des sables et graviers, exploités sur une épaisseur de 5,50 m. Les terres végétales et les terres de découverte ont respectivement une épaisseur moyenne de 0,30 et 0,45 m. Elles seront stockées en merlons de faible hauteur, puis intégralement réutilisées lors de la remise en état du site.

II.2.b. Méthode d'exploitation

L'extraction se fera à ciel ouvert, en fouille noyée. Chaque phase d'exploitation donne lieu successivement aux opérations suivantes :

- décapage de la terre de couverture sur l'emprise à exploiter au cours de la campagne et stockage en merlon sur le pourtour du site ou directement réutilisée pour sa remise en état ;
- exploitation du gisement de sables et graviers par le biais d'une pelle hydraulique sur une épaisseur de 5,50 m ;
- évacuation et traitement des matériaux sur le site des « Bordes », à Noizay (37210), où se trouve l'installation de traitement par le biais de la voie communale 58 puis de la route nationale 152 ;
- remise en état coordonnée par remblaiement partiel pour le tiers des parcelles, création de deux plans d'eau pour les autres ;

La société SABLIERE PLOUX disposera pour ce faire d'une pelle hydraulique à chenille, d'un chargeur à pneus, d'un bulldozer, et de camions de transport.

II.2.c. Conduite de l'exploitation

L'exploitation est programmée sur la base de deux phases quinquennales.

II.3. Remise en état

La remise en état du site consiste à remblayer l'excavation jusqu'au terrain naturel pour un tiers de la surface à l'aide de matériaux inertes dans les conditions prévues à l'article 3.7.3.2 du projet d'arrêté, avant régalinge de la terre végétale et recolonisation naturelle du site par des espèces végétales locales ou remise en culture, ainsi qu'à créer, pour les autres parcelles, deux plans d'eau à vocation pédagogique, de 5 ha minimum et d'une profondeur inférieure à 5 m, aux contours sinueux, aux pentes faibles, et aux faciès variés (zones arborées, roselières, frayères, végétation herbacées des grèves)

Le réaménagement de la carrière s'effectuera de façon coordonnée à l'activité extractive, l'exploitation de la phase (n+6) ne pouvant débuter que si la phase (n+1) est remise en état. Les garanties financières ont été calculées en conséquence.

III. PROCEDURE D'INSTRUCTION

La demande a été soumise à enquête publique et a fait l'objet d'une instruction administrative conformément aux dispositions des articles R. 512-14 et R. 512-21 du Code de l'Environnement.

III.1. Enquête publique

Les communes concernées par le rayon d'affichage prévu à l'article R. 512-14-III du Code de l'Environnement sont : VOUVRAY, VERNOU-SUR-BRENNES, LA VILLE-AUX-DAMES, MONTLOUIS-SUR-LOIRE.

L'enquête publique s'est déroulée du 6 octobre au 7 novembre 2008 en mairie de VOUVRAY, Monsieur ~~Philippe GOUTTEAU~~ ayant été désigné commissaire-enquêteur.

Le commissaire-enquêteur a rendu compte du déroulement de l'enquête le 2 décembre 2008. Dans son rapport sont notamment rappelés l'objet, la période concernée, les dates et heures auxquelles il a tenu permanence, ainsi qu'y sont mentionnées les mesures de publicité et la composition du dossier soumis à l'enquête. Il indique avoir recueilli une observation sur le registre d'enquête. De plus, il précise avoir été destinataire de deux correspondances.

Les deux premières personnes concernées ont notamment fait valoir leur inquiétude par rapport au futur accès à la parcelle (Monsieur ~~Philippe GOUTTEAU~~, habitant rue Gambetta à Vouvray : observation écrite sur le registre), à l'émission de bruit, à l'émission de poussière, au trafic de véhicules et engin de chantiers (Monsieur ~~Philippe DES VARENNES~~, gérant du golf de la Cisse : observations par correspondance écrite), alors que la troisième personne a souhaité insister sur le fait que les conditions particulières du cahier des charges soient bien respectées (Madame ~~Marie-Françoise BÉRY~~, résidant à Paris, mais propriétaire de l'habitation située à proximité immédiate du site : observation par correspondance écrite), aucune de ces personnes ne s'opposant pour autant au projet.

Le commissaire-enquêteur a communiqué, le 13 novembre 2008, le procès-verbal comportant les 3 observations mentionnées ci-dessus à Monsieur ~~Philippe GOUTTEAU~~, gérant de la société SABLIERE PLOUX Frères. En conséquence, Monsieur ~~Philippe GOUTTEAU~~ a rédigé un courrier en réponse daté du 17 novembre 2008 spécifiant :

- qu'en prenant contact téléphoniquement avec Monsieur ~~Philippe DES VARENNES~~, il lui a précisé qu'aucun chemin rural n'était supprimé et que celui lui permettant d'accéder à son terrain n'était pas emprunté par les véhicules de sa société ;
- qu'en rencontrant Madame ~~Marie-Françoise BÉRY~~ il lui a précisé s'engager à créer une haie arborescente le long de son terrain, à créer un talus arboré dès l'obtention de l'autorisation, ainsi qu'à faire contrôler la qualité de l'eau de leur puits par le Laboratoire de Touraine ;
- qu'en rencontrant Monsieur ~~Philippe DES VARENNES~~, il lui a précisé le cheminement des véhicules de sa société en lui assurant qu'il n'était pas question d'emprunter la voie d'accès au golf

s'engageant par ailleurs à créer un talus parallèle au chemin rural 58 afin d'atténuer l'impact visuel et phonique, ainsi qu'à arroser la piste d'accès au site pour éviter tout envol de poussière.

III.2. Avis du commissaire-enquêteur

Compte tenu des éléments d'informations recueillis au cours de l'enquête publique et des observations faites sur le dossier, le Commissaire Enquêteur émet un avis favorable à la demande d'autorisation de la société SABLIERE PLOUX Frères, soulignant que les remarques formulées par les requérants ont été prises en compte par l'exploitant.

III.3. Avis des conseils municipaux

Conseil municipal de VERNOU-SUR-BRENNES

Le Conseil a, par délibération en date du 20 octobre 2008, émis un avis favorable.

Conseil municipal de VOUVRAY

Le Conseil a, par délibération en date du 20 novembre 2008, émis un avis favorable demandant cependant que le chemin d'accès du lieu d'extraction à la Frillière soit entretenu par la société SABLIERE PLOUX Frères et qu'une convention soit signée avec la commune pour ce faire.

Conseil municipal du LA VILLE-AUX-DAMES

Le Conseil a, par délibération en date du 23 octobre 2008, émis un avis favorable.

Conseil municipal de MONTLOUIS-SUR-LOIRE

Le Conseil s'est, par délibération en date du 20 novembre 2008, abstenu d'émettre un avis.

III.4. Avis des services consultés

Direction Régionale de l'Environnement

Par courrier en date du 2 décembre 2008, la DIREN a émis un avis défavorable portant principalement sur les éléments suivants :

- Du point de vue faune-flore-milieus naturels, l'étude réalisée est de faible qualité et comporte de nombreuses imprécisions (informations contradictoires sur la période de réalisation de l'inventaire des espèces, pas de distinctions entre observations de terrains et données bibliographiques, fautes sur le nom des espèces mentionnées traduisant une méconnaissance du sujet, ...);
- Du point de vue de la remise en état du site, le projet manque de précisions la cartographie n'étant pas toujours en accord avec la partie écrite (d'un côté, création de prairies, de l'autre, remise en culture);
- Mesures prises pour remédier aux impacts paysagers insuffisants au regard de l'implantation dans le périmètre UNESCO – Val de Loire;
- L'impact hydrologique sur la Cisse n'est pas abordé;
- L'influence de deux nouveaux plans d'eau sur les plans d'eau déjà existants ne l'est pas plus.

Par courrier en date du 17 mars 2009 et consécutivement au mémoire en réponse de l'exploitant de janvier 2009, la DIREN a maintenu son avis défavorable, notamment pour l'insuffisance d'informations sur les conséquences du projet sur la Cisse, sur l'espace de mobilité du cours d'eau, sur l'impact cumulé des plans d'eau sur le milieu aquatique du secteur et la remise en état du site.

L'exploitant ayant alors fait appel à deux organismes spécialisés pour compléter son dossier, notamment sur les conséquences du projet sur la Cisse, sur l'espace de mobilité du cours d'eau, sur

l'impact cumulé des plans d'eau, ainsi que sur l'aspect floristique et faunistique (cabinet HYDRATEC pour les aspects eau, et Comité Départemental de la Protection de la Nature et de l'Environnement sur le milieu naturel), la DIREN a émis le 24 novembre 2009 un avis favorable au projet présenté, soulignant que le nouveau mémoire de l'exploitant en date du 13 octobre 2009 permettait cette fois de lever les interrogations existant jusque-là.

L'exploitant a notamment actualisé son inventaire floristique et faunistique, tout en précisant les conditions de remises en état (remise en culture pour partie, création de deux plans d'eau pour les autres parcelles), et fournissant deux études approfondies confirmant l'absence d'impact du projet et sur l'hydrologie (La Brenne, La Cisse, et La Loire) et sur l'hydrogéologie du secteur (nappe phréatique).

Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales

Par courrier en date du 27 novembre 2008, la DDASS a émis un avis favorable au projet précisant que les mesures compensatoires pour limiter les nuisances sonores vis à vis des riverains devaient être suivies, ainsi que les prescriptions recommandées par l'hydrogéologue.

Délégation inter-services de l'eau et de la nature

Par courrier en date du 5 novembre 2008, la délégation inter-services de l'eau et de la nature n'a formulé aucune remarque quant au dossier présenté par la société SABLIERE PLOUX Frères.

Direction Départementale de l'Equipement

Par courrier en date du 24 novembre 2008, la DDE a émis un avis favorable, en rappelant toutefois la nécessité de veiller au bon état des structures de chaussées communales empruntées eu égard aux passages de nombreux poids lourds, et de mener une réflexion quant à la gestion des plans d'eaux à terme.

Service Départemental d'Incendie et de Secours

Par courrier en date du 21 octobre 2008, le SDIS précise que l'étude présentée par l'exploitant permet de mettre en évidence, au regard des risques d'incendie, d'explosion, et de pollution, la réalisation adaptée de mesures constructives en matière de prévention et de prévision liées aux activités d'exploitation de carrière.

Service Interministériel de Défense et de Protection Civile

Par courrier en date du 16 octobre 2008, le SIDPC a précisé que l'exploitation projetée est en zone inondable, la commune de VOUVRAY étant concernée par un plan de prévention du risque d'inondation et de mouvement de terrain.

Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine

Par courrier en date du 29 janvier 2009, le SDAP précise que le projet est situé en dehors des espaces protégées au titre des monuments historiques et des sites, cependant, qu'elles sont situées dans l'emprise du site UNESCO – Val de Loire et qu'il convient à ce titre de veiller à ce que l'opération de réaménagement ne porte pas atteinte aux lieux, notamment en n'ayant pas recours au bitumage des pistes.

III.5. Autres avis

Conseil Général d'Indre-et-Loire

- Le Conseil Général a, par courrier en date du 21 novembre 2008, formulé un avis favorable, précisant que le chemin d'accès au projet de la carrière débouchant sur la route départementale 952 bénéficiait

d'une limitation de vitesse à 70 km/h et qu'un panneau STOP était déjà installé au carrefour de sortie du chemin.

Hydrogéologue agréé

Par courrier en date du 13 novembre 2008, M. ALPARDY souligne qu'il est regrettable que la société SABLIERE PLOUX Frères exploitant un site voisin du projet au lieu-dit la Frillière n'ait pas situé ce dernier sur le plan de situation notamment pour appréhender l'impact d'un plan d'eau à un autre.

M. ALPARDY souligne par ailleurs qu'il serait nécessaire de conserver une épaisseur minimum de sables alluvionnaires en fond de fouille afin d'éviter tout risque d'infiltration des eaux et protéger ainsi la craie aquifère sous-jacente.

M. ALPARDY précise par ailleurs le caractère insuffisant du dossier en ce qui concerne la protection de la ressource en eau, ce qui rejoint l'avis de la DIREN précitée.

Il préconise également la création d'une aire étanche équipée d'un séparateur à hydrocarbures sur laquelle doivent être réalisées toutes les opérations de remplissage des réservoirs des engins et éventuellement d'entretien.

Il préconise enfin que si un parking doit être mis en place dans le cadre de la vie future du site, celui-ci doit être aménagé afin d'éviter toute pollution.

Le pétitionnaire ayant rédigé un mémoire en réponse en date du 27 octobre 2009, ce dernier a fait valoir :

- l'étude approfondie réalisée consécutivement par le cabinet d'étude HYDRATEC concluant à l'absence d'impact à la fois sur l'hydrologie et sur l'hydrogéologie ;
- qu'une aire spécifiquement prévue au remplissage de carburant des réservoirs sera mise en place ;
- que les transferts de carburants sur la pelle hydrauliques se feront avec une vanne étanche sécurisée telle que prévu à l'article 3.5.1.1 du projet d'arrêté ;
- qu'il se conformera aux règles édictées par la commune de VOUVRAY s'agissant de l'implantation envisagée d'un parking d'accueil des visiteurs une fois le site réaménagé.

IV. MESURES PRISES POUR PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT DU SITE

IV.1. Patrimoine naturel et archéologique

Le site concerné par l'exploitation de la carrière ne semble pas représenter d'intérêt pour le patrimoine naturel et archéologique. Néanmoins, l'exploitant devra veiller au strict respect de ses obligations quant à la préservation des découvertes éventuelles et prendre toutes les mesures visant à intégrer son projet dans le cadre de l'UNESCO – Val de Loire (article 3.4.3 du projet de prescriptions).

IV.2. Paysage, faune, flore

Des merlons de terre de découverte végétalisés de deux mètres de hauteur seront créés en périphérie des zones exploitées afin d'atténuer l'impact paysager (article 3.1.3 du projet de prescriptions). De plus, les stocks de matériaux, limités au strict minimum, seront disposés sur le carreau de la carrière, de façon à minimiser leur visibilité.

IV.3. Eau

Les études HYDRATEC ont démontré l'absence d'impact du projet sur les cours d'eau et la nappe phréatique.

Cependant, afin de gérer au mieux une crue forte de la Loire (type centennale), d'éviter l'érosion par submersion des berges des bassins créés lors de la remise en état coordonnée du site, et faciliter leur vidange, deux buses seront aménagées, reliant, pour l'une, le bassin Nord à la zone de dépression du lit majeur de la Cisse, pour l'autre, le bassin Nord au bassin Sud tel que prévu à l'article 3.5.1.5 du projet d'arrêté.

Il implantera par ailleurs des piézomètres en nombre suffisant de part et d'autre du site, dont l'implantation sera préalablement soumise à l'avis de l'inspection des installations classées.

En outre, le projet est en dehors de tout périmètre de protection de captage d'eau potable.

Ces dispositions sont prévues à l'article 3.5.1.4 du projet de prescriptions.

Les éventuelles eaux usées domestiques sont évacuées ou traitées conformément au code de la Santé publique (article 3.5.1.3 du projet de prescriptions).

IV.4. Air

L'extraction des matériaux d'extraction, leur manipulation, et leur transport sont autant de sources potentielles d'émission de poussières. Toutefois, le nombre limité d'engins de chantier ainsi que la localisation relativement isolée du site conduisent à relativiser le phénomène. En tout état de cause, l'exploitant procède en tant que de besoin à l'arrosage des voies de circulation.

L'activité des engins de chantiers constitue également une source de pollution de l'air par les gaz d'échappement des moteurs diesel. Toutefois, les mêmes considérations permettent d'affirmer qu'il ne s'agit pas là d'une pollution notable.

Précisons que ce type d'activité ne génère pas de fumées ou odeurs hormis celles, très ponctuelles, liées au fonctionnement des moteurs diesel.

Les envois de poussières relatifs à l'extraction seront très limités dans la mesure où l'extraction se fera en fouille noyée. De plus, les merlons disposés le long des voies de communication contribueront au confinement des envois éventuels de poussières dans le site. Enfin, un contrôle annuel des retombées de poussières aux abords du site sera effectué (article 3.5.2.1 du projet de prescriptions).

IV.5. Déchets

L'activité extractive ne génère pas de déchets de production au sens de la réglementation, l'intégralité des matériaux extraits étant généralement acheminée vers les installations de traitement, puis évacuée par camions vers le marché local. Les seuls déchets résultent :

- du petit entretien des engins (chiffons, bidons d'huile vides...)
- de la présence de personnel sur le site (papiers, cartons, plastiques...)

Dans le premier cas, l'entretien des véhicules ne sera pas fait sur le site. Dans le deuxième cas, l'exploitant mettra en place une collecte spécifique où les déchets sont stockés en récipients étanches et sur rétention si nécessaire avant d'être dirigés vers des filières d'élimination autorisées (article 3.5.3 du projet de prescriptions).

IV.6. Remblaiement

L'exploitant se propose de remblayer partiellement l'emprise de la carrière à l'aide des refus issus de l'exploitation de la carrière, de matériaux inertes, et de terre de découverte.

Lorsque le remblaiement est réalisé avec apport de matériaux extérieurs (déblais de terrassements, matériaux de démolition, ...), ceux-ci sont préalablement triés de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes tel que prévu à l'article 3.7.3.2 du projet d'arrêté.

Les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des matériaux à leur destination.

L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.

IV.7. Bruit

L'extraction des matériaux et leur transport par des engins de chantier constituent les principales sources de bruit. Il s'agit principalement de bruits fluctuants et continus (pelle hydraulique) ou de bruits transitoires (transport des matériaux par camions).

La société SABLIERE PLOUX disposera pour ce faire d'une pelle hydraulique à chenille, d'un chargeur à pneus, d'un bulldozer, et de camions de transport. Les écrans phoniques constitués des merlons et l'effet réducteur lié à la position en fond de fouille des engins, contribueront à atténuer la source de bruit.

Les émissions sonores de l'installation n'engendreront pas une émergence supérieure à 5 dB(A). (article 3.5.4.5 du projet de prescriptions).

IV.8. Hygiène et sécurité

Les activités de carrière comportent certains risques pour la santé des salariés. Il s'agit principalement des pathologies liées à l'inhalation de poussières ou à une exposition importante au bruit. Indépendamment des mesures de prévention visant à réduire les émissions de poussières dans les atmosphères de travail, le personnel concerné fait l'objet d'une information et d'un suivi médical individuel. De même, les agents exposés au bruit sont suivis médicalement.

S'agissant du public, les mesures de prévention consistent en l'implantation d'une clôture ou d'un merlon aux endroits les plus dangereux, la fermeture des accès en dehors des périodes d'activité, ainsi que la signalisation des zones à risque par des pancartes (article 3.6.1 du projet de prescriptions).

V. CONCLUSION ET PROPOSITIONS

Avant de solliciter cette autorisation, la société SABLIERE PLOUX Frères a notamment exploité 5 sites d'extraction sur trois communes différentes, régulièrement autorisées, conformément remises en état lorsque l'autorisation est arrivée à échéance.

L'exploitation des sables et graviers, sur les parcelles cadastrées section ZM n° 2, 3, 4, 6 et ZN n° 13, 14, 15, 16, 17, 19, au lieu-dit « Les Varennes », sur la commune de VOUVRAY permettrait notamment à la société SABLIERE PLOUX Frères de répondre aux besoins en matériaux de la clientèle locale et par là-même de bénéficier d'une manne économique intéressante.

Par conséquent, la société SABLIERE PLOUX Frères sollicite l'autorisation d'exploiter ce site.

Le projet présenté par l'exploitant et le contenu de son dossier, de par les compléments apportés au cours de l'instruction de sa demande, permettent d'envisager une exploitation raisonnée, notamment de par les points suivants :

- l'exploitant assurera un suivi piézométrique de la nappe phréatique selon les conditions du projet d'arrêté préfectoral ci-joint ;
- afin de gérer au mieux une crue forte de la Loire (type centennale), d'éviter l'érosion par submersion des berges des bassins créés lors de la remise en état coordonnée du site, et faciliter leur vidange, deux buses seront aménagées, reliant, pour l'une, le bassin Nord à la zone de dépression du lit majeur de la Cisse, pour l'autre, le bassin Nord au bassin Sud.
- L'exploitant plantera par ailleurs des merlons végétalisés en périphérie du site exploité visant à la fois à réduire les émissions sonores et interdire l'accès au site aux personnes extérieures ;
- il n'y aura pas de traitement de matériaux sur le site ;
- Il n'y aura pas non plus de stockage de carburant ;
- lors de la remise en état du site, l'exploitant disposera les remblais après les avoir contrôlés et triés selon les règles édictées par le projet d'arrêté.

Compte tenu de l'ensemble de ces éléments, et conformément à l'article R. 512-25 du Code de l'Environnement, l'Inspection des Installations Classées propose aux membres de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites, d'émettre un avis favorable à la demande d'autorisation sollicitée par la société SABLIERE PLOUX Frères, sous réserve du respect des prescriptions objet du projet d'arrêté joint au présent rapport.

L'Inspecteur des Installations Classées

Vu, adopté et transmis à M. le Préfet d'Indre-et-Loire - Bureau de l'Environnement et de l'Urbanisme,

PARÇAY-MESLAY, le 2 avril 2010

**Pour le Directeur, et par délégation,
La Chef de la Subdivision
Risques chroniques et déchets**

Copie : DREAL Centre - SEIR.

